



## LE TÉLÉPHONE ROUGE

## ÉDUCATION

# Le Covid ravive la guerre des lycées

**S**i l'on en croit le Snes, syndicat majoritaire chez les enseignants du public, les directeurs des lycées privés, en cette période compliquée, seraient prêts à tout pour pousser leurs élèves de terminale. Certains iraient même jusqu'à mentionner dans leur dossier scolaire qu'ils ont suivi une « *scolarité 100 % présentiel* » et donc qu'ils ont été évalués « *avec la plus grande rigueur* ». Com-



prendre : ça n'est pas le cas ailleurs, notamment dans le public, où davantage d'établissements ont fait le choix de passer aux cours semi-distanciels à l'arrivée de l'hiver. Ces commentaires récurrents ont d'autant plus énervé le Snes que le privé s'était déjà fait épingle pour des pratiques douteuses : système de doubles bulletins – l'un, sévère, pour la famille, l'autre, plus indulgent, pour les formations du supérieur – ou redressement massif des notes après l'annonce, fin janvier, de la neutralisation des épreuves de spécialité au profit du contrôle continu. Ainsi de ce lycée coté du Val-de-Marne où le premier semestre a été allongé pour rajouter des

devoirs, mettre des « *17 de participation* » et remonter des moyennes jugées trop basses... Cette surenchère peut paraître irrationnelle. Les formations sélectives – prépas, BTS, IUT – savent parfaitement qu'un 12 dans un lycée vaut parfois mieux qu'un 16 dans un autre. Il faut croire toutefois que le Covid a fait bouger les lignes. « *En l'absence d'examen anonymisé, le classement de mon lycée au bac a plongé l'année dernière* », témoigne le directeur d'un lycée catholique du nord de la France. Et pour cause : « *Le ratio de bacheliers avec mention a explosé dans le public, alors que chez moi il est resté stable.* » GURVAN LE GUELLEC

